CEPED Centre Population et Développement

LA CHRONIQUE

Groupement d'intérêt scientifique INED-IRD-PARIS 1-PARIS 5-PARIS X

ISSN 1157-4186

Mai 2006 - Numéro 51

LE DÉFICIT DE FEMMES EN ASIE : TENDANCES ET PERSPECTIVES

La conférence internationale « Female deficit in Asia: trends and perspectives », organisée en décembre dernier à Singapour par le CEPED, le CICRED et l'INED a donné l'occasion de faire le point sur le phénomène des « filles manquantes » apparu dans de nombreux pays d'Asie au cours des années 1980. Cette manifestation, qui a réuni une soixantaine de chercheurs et d'experts asiatiques et occidentaux, a d'abord permis de réactualiser les informations connues et de mettre à jour les évolutions récentes. Mais son originalité a également résidé d'une part, dans son approche prospective des conséquences du phénomène, à court et à moyen termes, – déficit de femmes sur le marché matrimonial, migration de femmes à des fins de mariages – et, d'autre part, dans la place qu'elle a accordé aux initiatives politiques nationales destinées à lutter contre les discriminations envers les filles[1] .

Le déficit de femmes en Asie, une tendance qui se confirme

En décembre 2003, le CEPED et l'IFP ont tenu à Pondichéry (Inde) un séminaire international intitulé « Gender discriminations at early stages of life in Asia »[2]. Cette manifestation, qui a fait l'objet d'un précédent numéro de *La Chronique*[3] , avait donné à des spécialistes indiens, chinois, coréens, pakistanais et taïwanais, l'occasion de réfléchir ensemble à ce nouveau défi démographique que représente le déficit de femmes en Asie, et ainsi de mettre en perspective les situations nationales. Ces diverses contributions[4] ont donné la mesure de la gravité du problème : dans plusieurs pays du continent, les filles sont victimes d'une mortalité anormalement élevée par rapport aux garçons et elles naissent dans des proportions anormalement faibles ; une situation qui, si tant est qu'elle se prolonge, ne manquera pas d'affecter l'avenir démographique des pays concernés.

C'est pourquoi, deux ans seulement après le séminaire de Pondichéry, il était utile de faire un point sur les évolutions les plus récentes. Ainsi, le CEPED s'est de nouveau engagé, aux côtés du CICRED et de l'INED, dans l'organisation d'une conférence internationale – accueillie par l'Asian MetaCentre for Population and Sustainable Development Analysis à Singapour – qui, cette fois, a cherché à couvrir de manière plus systématique la problématique du déficit de femmes en Asie. En outre, cette nouvelle rencontre a revêtu une dimension plus prospective que la précédente. L'un de ses objectifs a en effet été de mesurer les implications démographiques et sociales du déficit de femmes et d'étudier les réponses politiques susceptibles d'endiguer le phénomène. Les chercheurs et experts présents (une soixantaine, originaires de douze pays asiatiques et occidentaux) se sont réunis autour de quatre principales thématiques : l'analyse de la situation des différents pays concernés, notamment en ce qui concerne la surmortalité des petites filles et le déséquilibre des sexes à la naissance ; l'analyse de situations locales particulières et susceptibles de permettre une meilleure compréhension des processus en œuvre ; l'impact démographique, à moyen terme, du déséquilibre des sexes ; et, enfin, les réponses politiques à y apporter, considérant la masculinisation croissante de la population asiatique.

Quand hommes et femmes sont traités sur un pied d'égalité, et en l'absence de migration différentielle selon le sexe, la proportion d'hommes et de femmes dans une population donnée est, en effet, normalement en faveur de ces dernières. L'Europe qui est traditionnellement le plus féminin des cinq continents, dénombre, en 2005, 92,7 hommes pour 100 femmes dans l'ensemble de sa population. Elle est suivie par l'Amérique du Nord (96,9 hommes pour 100 femmes) et l'Amérique latine (97,5). Viennent ensuite l'Océanie (99,5) et l'Afrique (99,8). L'Asie, quant à elle, se démarque nettement des autres continents, car elle est le seul d'entre eux à compter une majorité masculine : 103,9 hommes pour 100 femmes en 2005 (Nations unies, 2005) (tableau 1).

Tous les pays d'Asie ne sont cependant pas également concernés par ce phénomène de « surmasculinité ». C'est en effet surtout en Chine et en Inde, mais aussi au Pakistan et au Bangladesh, qui sont parmi les sept pays les plus peuplés de la planète, que le déséquilibre des sexes est le plus marqué, avec une masculinité globale de 6 à 8 % au-dessus de la norme biologique. Une situation qui est due, en grande partie, à une proportion accrue de garçons à la naissance et un excédent anormal de décès féminins dans l'enfance.

Moins de filles à la naissance

Selon la norme biologique, il naît en moyenne autour de 105 garçons pour 100 filles. Or, dans plusieurs pays asiatiques, cette proportion, qui n'est plus respectée depuis les années

Campus du Jardin Tropical de Paris - Pavillon Indochine
45 bis, avenue de la Belle Gabrielle - 94736 Nogent-sur-Marne Cedex - France
Tél. +33 (0)1 43 94 72 90 - Fax +33 (0)1 43 94 72 92
Courriel : ceped@ceped.cirad.fr - **http://ceped.cirad.fr**

1980, augmente régulièrement. En Chine, il naît aujourd'hui 117 garçons pour 100 filles ; en Inde : 111 ; à Taiwan, 110. En Corée du Sud, après que le phénomène a atteint son paroxysme au milieu de la décennie 1990, dépassant alors les 115 garçons pour 100 filles, la situation s'améliore quelque peu avec, en 2004, un rapport de masculinité des naissances de 108. Localement, la situation est parfois plus inquiétante encore. Dans l'état indien du Punjab, par exemple, il est né, en 1998-2000, 126 garçons pour 100 filles ; en Haryana : 125. En Chine, ce ratio atteint, en 2000, 138 garçons pour 100 filles dans deux provinces méridionales, le Jiangxi et le Guangdong, soit 30 % de plus que la norme biologique.

Plus récemment, ce phénomène s'est étendu à d'autres parties du continent. Ainsi, en Indonésie, la proportion de garçons parmi les enfants âgés de moins d'un an, encore normale en 1990 (104,8 pour 100 filles), est passée à 106,3 dix ans plus tard. Une province vietnamienne sur deux enregistre aujourd'hui un rapport de masculinité des naissances supérieur à 110 garçons pour 100 filles. Dans les pays du Caucase, le rapport de masculinité des naissances a brutalement augmenté à partir du milieu des années 1990, pour atteindre aujourd'hui des niveaux comparables à ceux de certaines régions de Chine et d'Inde : encore très proche de la normale en 1995, il atteint actuellement 115 garçons pour 100 filles en Azerbaïdjan, 118 en Géorgie et 120 en Arménie. Le déséquilibre des sexes à la naissance est apparu simultanément dans ces trois pays, alors que la situation demeure normale dans les pays voisins que sont la Russie, l'Ukraine, l'Iran, la Turquie ou le Kazakhstan.

Des décès infantiles féminins anormalement nombreux

Dans certains pays, le déficit de filles à la naissance est aggravé par une surmortalité féminine anormale, en particulier au cours de la petite enfance. Avec l'Inde, le Pakistan et le Bangladesh sont parmi les rares pays au monde où l'espérance de vie féminine est équivalente, voire inférieure, à celle des hommes. L'écart d'espérance de vie entre les sexes n'est que de 0,7 an en Inde. A titre de comparaison, il est de deux ans en Afrique subsaharienne, l'une des régions les plus pauvres du monde, de trois ans au Vietnam, de six ans en Malaisie et de sept ans au Japon. Au Bangladesh, hommes et femmes ont une durée de vie équivalente : 58 ans ; au Pakistan, les hommes vivent en moyenne quatre mois de plus que les femmes (59,2 ans et 58,9 ans respectivement) (Nations unies, 2000). Pourtant, les lois de la nature, en temps ordinaire, avantagent les femmes qui connaissent, à tous les âges de la vie, une mortalité inférieure à celle des hommes.

C'est dans la petite enfance que les inégalités des sexes devant la mort sont les plus frappantes. La mortalité infanto-juvénile, entre la naissance et le cinquième anniversaire, en dit long. En Chine, elle est, pour les filles, de 34 % plus élevée que celle des garçons, au Pakistan de 9 % et en Inde de 6 %. À titre de comparaison, dans les pays musulmans comme la Tunisie, l'Egypte ou la Mauritanie, qui ont des niveaux de développement humain (IDH[5]) comparables, la règle qui veut que la mortalité des garçons avant cinq ans excède celle des filles de quelques points de pourcentage est partout respectée (tableau 2).

Comprendre les déterminants des discriminations des filles

La mise en évidence des facteurs sociaux, culturels et économiques poussant ces populations asiatiques à discriminer leurs filles est complexe. Une analyse approfondie des situations nationales, voire de certaines situations locales, apporte toutefois quelques éclairages. L'on sait désormais que les avortements sélectifs selon le sexe et les négligences dans le traitement des petites filles, à l'origine de leur surmortalité, sont responsables de la plus grande partie du déficit de filles observé, les autres formes de discrimination (infanticide, abandons, sous-déclaration des naissances de filles) ne jouant plus qu'un rôle mineur. Ces pratiques découlent directement du statut inférieur des femmes dans ces sociétés asiatiques, qui partagent des traits culturels défavorables aux femmes. Ceux-ci sont clairement identifiés, et largement développés par C.Z. Guilmoto dans le numéro 47 de *La Chronique* du CEPED, paru début 2004 : système patriarcal, familles patrilinéaires, processus de socialisation encourageant leur soumission à leur mari et à leur belle-famille, mariages arrangés… Il faut un fils pour maintenir la famille, perpétuer son nom et en assurer la reproduction sociale et biologique. On acquiert du prestige en élevant un garçon, tandis que la naissance d'une fille n'est pas toujours bienvenue. En Chine, à Taiwan, en Corée, l'absence d'héritier mâle signifie l'extinction de la lignée familiale et du culte aux ancêtres. Dans la religion hindouiste, elle condamne les parents à l'errance éternelle, car c'est le fils qui, traditionnellement, est chargé des rites funéraires au décès de ses parents. Confucéennes, musulmanes ou hindouistes, ces sociétés, que tout semble opposer, présentent donc diverses similitudes.

Mais, loin de concerner l'ensemble des couples indifféremment de leur statut social, économique ou religieux, ces pratiques discriminatoires sont au contraire assez étroitement corrélées à diverses caractéristiques propres à certaines sous-populations. Il apparaît en effet, notamment dans le cas de l'Inde, que le recours aux méthodes de détermination prénatale du sexe à des fins d'avortement sélectif touche plus massivement les classes les plus favorisées économiquement et les plus instruites. Curieusement, le niveau d'autonomie acquis par la mère y apparaît également comme un facteur déterminant de la probabilité d'une naissance masculine, les femmes les plus autonomes recourant plus massivement aux avortements sélectifs que les autres. Un constat similaire est fait pour la Chine, où les femmes les plus jeunes et les mieux éduquées recourent, notamment dans les villes, plus systématiquement aux méthodes de sélection prénatale du sexe de leur enfant. Ce qui ne signifie cependant pas que le reste de la population épargne ses filles, au contraire. En Chine, comme en Inde, la préservation du patrimoine économique familial ou de ses moyens de production, (en l'occurrence, le plus souvent, la terre) influe largement sur la décision de privilégier un fils à une fille. Ainsi, le système d'attribution des terres cultivables mis en place en Chine lors de la décollectivisation agraire des années 1980, en venant s'ajouter à un système d'héritage régi par des règles patrilinéaires, incite nombre de paysans à préférer un fils. En Inde, l'inflation du montant de la dot ces dernières décennies, en faisant peser une menace de plus en plus lourde sur l'équilibre économique des familles, apparaît clairement comme l'une des principales incitations à éliminer une fille.

L'appartenance religieuse, qui a de fortes implications sur la propension des couples à préférer un fils à une fille, joue également de ce fait un rôle déterminant sur la fréquence du recours aux avortements sélectifs. La Corée du Sud, qui compte actuellement 47 % de bouddhistes, 37 % de protestants et 14 % de catholiques, est, à cet égard, un exemple intéressant. En effet, la religion bouddhiste, non seulement parce qu'elle est plus compatible avec les valeurs confucéennes, très favorables aux garçons, mais encore parce qu'elle est plus tolérante vis-à-vis de l'avortement que le catholicisme et le protestantisme, serait un facteur aggravant des discriminations des filles par le

biais des avortements sélectifs. En Inde, alors que musulmans et chrétiens discriminent peu leurs filles, avec des rapports de masculinité dans l'enfance conformes à la norme, hindous et plus encore sikhs et jaïns, apparaissent en revanche comme les plus enclins à pratiquer des avortements sélectifs.

Compenser le déficit de femmes ?

À l'échelle des pays concernés, l'enjeu démographique lié au déficit de filles est considérable. Si, à l'heure actuelle, ce déficit concerne essentiellement les filles en bas âge, victimes d'une sélection en amont de la naissance ou de négligences entraînant un décès prématuré, celui-ci finira par se répercuter sur l'ensemble de la pyramide des âges, au fur et à mesure qu'elles grandiront. La conséquence la plus immédiate se mesurera dès le milieu de la prochaine décennie, lorsque les cohortes déficitaires en filles atteindront l'âge de se marier, hypothéquant ainsi, pour quantité de jeunes hommes, la possibilité de trouver une épouse.

Ainsi, en Chine, le déséquilibre des sexes sur le marché matrimonial se fera de plus en plus aigu à partir de 2010, avec un excédent d'hommes qui pourrait atteindre les 20 % vers 2030, soit environ 1,6 million d'hommes chinois qui, chaque année, resteraient des candidats au mariage. Au moins pour un temps, le marché matrimonial se régulera de lui-même. Les prétendants au mariage devront commencer par se tourner vers des partenaires potentielles de plus en plus jeunes, avant de puiser dans deux réservoirs jusqu'ici peu convoités : celui des veuves, si tant est que le tabou sur leur remariage finisse par tomber, et surtout dans celui, de plus en plus fourni, des divorcées. Les candidats devront de toute façon se montrer plus patients avant de trouver une épouse, et seront donc globalement plus âgés à leur mariage.

Dans certaines régions d'Inde et de Chine, la situation est déjà critique. Ainsi, dans des villages de l'état indien du Penjab, parmi les plus touchés par le déséquilibre des sexes à la naissance, les hommes commencent à aller à la recherche d'une épouse dans l'un des états voisins, comme le Rajasthan ou l'Orissa, du fait de la pénurie de femmes à marier. Pour répondre à cette demande croissante d'épouses, en particulier en Chine, des réseaux transnationaux se mettent en place. À la frontière sino-vietnamienne, par exemple, la migration des femmes à des fins de mariage est en pleine expansion. Deux facteurs expliquent cette demande d'épouses en provenance du Vietnam. Le premier est lié au déficit de femmes, particulièrement aigu dans les provinces chinoises méridionales. Le second est économique, résultant de l'inflation dans le montant de la compensation matrimoniale observée en Chine depuis l'avènement des réformes économiques dans les années 1980. Des réseaux de trafiquants de femmes sont, depuis quelques années, régulièrement démantelés. Les acheteurs sont en général des paysans pauvres et peu éduqués, pour lesquels faire appel à des trafiquants reste moins onéreux qu'une mise en ménage régulière. Pour certaines familles chinoises pauvres, ce serait même le seul moyen de trouver une femme pour leur fils. En outre, cette demande chinoise répond aux stratégies économiques mises en place par les migrantes vietnamiennes qui placent, dans leur mariage avec un Chinois, l'espoir d'une vie meilleure.

Ces « migrations de mariage » sont également en forte augmentation en direction de Taiwan. Près de 8 % des mariages célébrés dans cette région en 2000 impliquaient une épouse vietnamienne et un Taiwanais. Depuis le milieu des années 1990, le Vietnam aurait ainsi fourni une épouse à quelque cent mille hommes taiwanais, désireux pour la plupart de contracter une union stable avec une femme respectueuse de leurs valeurs traditionnelles communes, et moins à même de revendiquer leur autonomie qu'une Taiwanaise.

Quelles réponses politiques apporter ?

Les autorités des pays concernés, conscientes de la gravité de la situation, tentent des réponses politiques afin d'endiguer le déficit de filles. En Chine, diverses lois datant des années 1990 interdisent toute discrimination ou mauvais traitement à l'encontre des filles (infanticide, abandons) de même que la détermination prénatale du sexe et la pratique d'avortements sélectifs. En Inde, le « Prenatal Diagnosis Techniques Act » interdit également, depuis 1994, ces diagnostics prénatals. D'autres initiatives existent, visant à promouvoir plus directement le statut des femmes. La campagne pour « Plus de considération pour les filles » lancée en Chine en 2001, cherche à promouvoir l'idée d'égalité des sexes, notamment dans les manuels scolaires, et à améliorer les conditions de vie des familles n'ayant que des filles. Ainsi, dans certaines régions, les couples concernés bénéficient par exemple d'un fonds de soutien et sont exemptés d'impôts agricoles et de frais de scolarité obligatoire pour leurs filles, jusqu'à ce qu'elles soient en âge de se marier. Par ailleurs, le gouvernement chinois a mis en place un programme, dont l'échéance a été fixée en 2010, afin de faire retomber le rapport de masculinité des naissances à un niveau normal. Pourtant, plus de dix ans après l'adoption des lois interdisant, en Chine comme en Inde, la pratique d'avortements sélectifs, ceux-ci ne cessent de se développer. Bien que la loi indienne prévoit pour ses contrevenants des peines d'emprisonnement et des amendes, elle continue d'être violée impunément. En Chine, corruption aidant, la détermination prénatale du sexe reste un service largement proposé.

Les lois, donc, ne suffisent pas. Dans ces sociétés, les valeurs patriarcales sont si profondément ancrées dans les mentalités que, même si certaines femmes reconnaissent aujourd'hui que les filles restent plus attachées à leur mère que les fils, et qu'elles sont plus attentives à leurs parents lorsque ceux-ci vieillissent, elles continuent à préférer un fils. Aussi peut-on craindre qu'il ne faille plusieurs générations avant que, l'amélioration du statut de la femme aidant, les couples ne finissent par devenir indifférents au sexe de leurs enfants. Demeure toutefois un espoir, celui que les différentes lois et mesures mises en œuvre parviennent, à l'instar de la Corée du Sud, à inverser rapidement la tendance. Dans ce pays, en effet, parce que les jeunes couples sont moins enclins que leurs aînés à prôner les valeurs patriarcales et à reproduire les comportements sexistes traditionnels, le rapport de masculinité des naissances retrouve progressivement, depuis le milieu des années 1990, des niveaux plus normaux. L'avenir des générations féminines en Asie reste donc à écrire.

Isabelle ATTANÉ

Institut National d'Etudes Démographiques (INED)
Responsable du groupe de travail « Discrimination des filles en Asie » au CEPED

---

[1]Les communications présentées lors de cette conférence sont disponibles aux adresses http://www.cicred.org/Eng/Seminars/Femaledeficit.htm et http://ceped.cirad.fr

[2]Séminaire co-organisé par le CEPED, l'INED et l'IFP.

[3]C.Z. Guilmoto, 2004, « *Lost in transition. Mais où sont passées les petites filles en Asie ?* », La Chronique du CEPED, n° 47.

[4]Ces contributions ont été publiées dans : Isabelle Attané et Jacques Véron (sous la dir. de), 2005, « *Gender discriminations among young children in Asia* », IFP-CEPED.

[5]L'indicateur de développement humain (IDH) a été mis au point par le PNUD (Programme des Nations unies pour le développement). Il synthétise les indicateurs suivants : espérance de vie à la naissance, taux d'alphabétisation des adultes, taux brut de scolarisation du primaire au supérieur et PIB par habitant (en PPA), pour donner un niveau global du développement humain dans les pays en question. Le classement présenté ici, établi sur un total de 174 pays, date de 1998.

Sources :
Nations unies, 2000a, *World population Prospects*, The 2000 Revision.
Nations unies, 2000b, *Rapport mondial sur le développement humain*, 2000, Programme des Nations unies pour le développement.
Nations unies, 2005, World population prospects, *The 2004 Revision Population Database, Nations unies, Division de la population*, publiées sur le site internet http://esa.un.org/. Pour Taiwan (en 2003) : *Statistical yearbook of the Republic of China, 2004.*

Du même auteur : *Une Chine sans femmes ?* Edition Perrin, (collection Asies), Paris, 2005.

✎ Bientôt en ligne sur le site du CEPED : « Comment soumettre un manuscrit ».

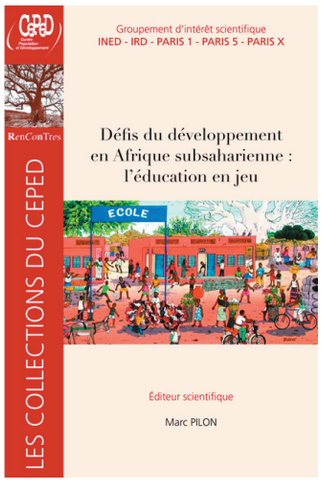
▻ A paraître dans les Collections du CEPED

- série « Rencontres »

Défis du développement en Afrique subsaharienne : l'éducation en jeu. Ed. M. Pilon.

- série « les Clefs pour »

Analyser la fécondité à partir de données de Systèmes de suivi démographique. Eds. V. Delaunay, A. Marra et P. Lévi.



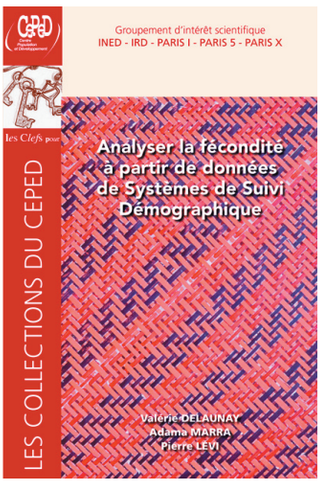


Tableau 1

En 2005	Population en 2005 (en millions)	Position dans le classement mondial des pays les plus peuplés	Nombre d'hommes pour 100 femmes	En % de la population mondiale
Chine	1 303,7	1	105,6	20,1
Inde	1 103,6	2	105,2	17,0
Indonésie	221,9	4	100,6	3,4
Pakistan	162,4	6	106,0	2,5
Bangladesh	144,2	7	104,5	2,2
Corée du Sud	48,3	25	100,5	0,7
Taiwan	22,7	-	103,8	0,4
Asie	3 905,4	-	103,9	60,5
Afrique, Amérique, Europe et Océanie réunies	2 559,3	-	96,9	39,5
Monde	6 464,7	-	101,0	-

Source : Nations unies, 2000a ; Nations unies, 2005.

Tableau 2

	Classement IDH 1998[1]	Mortalité infanto-juvénile (0-4 ans) en 2000-20005 (en ‰)[2]		Différence [(F-G)/G*100] (en %)
		Garçons (G)	Filles (F)	
Chine	99/174	35	47	+ 34
Inde	128/174	96	102	+ 6
Pakistan	135/174	109	119	+ 9
Bangladesh	146/174	79	79	+ 0
Tunisie	101/174	27	23	- 15
Egypte	119/174	47	39	- 17
Mauritanie	147/174	163	150	- 8

Source : [1]Nations unies, 2000b ; [2]Nations unies, 2005.

Groupement d'intérêt scientifique INED-IRD-PARIS 1-PARIS 5-PARIS X
Directeur de la publication : André Quesnel

Prix au numéro : **1,55 euro** Abonnement (4 numéros) : **4,50 euros** Imprimeur : **Présence Graphique**